

ANNEXE 6 : autorisations, permissions, enregistrements et déclarations existantes

Permis d'urbanisme (1977)

PERMIS DE BATIR

Présents : 49.06.1977
J.P. LEDOUX Bourgmestre,
GILLES GODELAIN GREGOIRE Echevins,
CHARIOT Secrétaire communal,

Commune de Durbuy Province de Luxembourg Demande n° 874.1/104/77
N° Réf. Urbanisme: AML/AF/8/10/

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

Vu la demande introduite par M. Monsieur Pol COULDER, rue du Village 30 à 5482 SEPTON

relative à un bien sis à Septon
et tendant à la construction d'un garage particulier

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 31.05.1977
Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970;

Vu l'article 80, 8° de la loi communale, tel qu'il est modifié par l'article 71 de la susdite loi;

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir;

(1) Attendu que le bien n'est pas affecté par un plan particulier d'aménagement;

(1) Attendu qu'il n'existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, qu'un plan particulier prévu par l'article 17 de la loi organique du 29 mars 1962 et approuvé par l'arrêté royal du / / / / /

(1) Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement d'urbanisme autorisé;

(1) Attendu que le bien se trouve dans le périmètre d'un lotissement autorisé, mais doit le pourvoir être;

(1) Attendu qu'il existe pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par

arrêté royal du / / / / /

le Collège des Bourgmestre et Echevins;

(1) aux prescriptions graphiques du plan;

(1) à l'annexe (1) des prescriptions du plan et ce qui concerne

(2) / / / / /

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité prévues par l'arrêté royal du

6 février 1971, que / / / / /

(1) que le Collège en a délibéré;

(3) Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

~~OUX EXEMPTES DE L'IMPOT SUR LA PLUS-VALUE~~

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis par le fonctionnaire délégué est libellé comme suit

" Le permis peut, en ce qui ne concerne, être délivré pour autant que les éléments de couverture de la toiture soient de ton bleu foncé ou noir semi-mat. "

ARRETE

ART. 1er - Le permis est délivré à Monsieur Couder qui devra;

1°) respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessus du fonctionnaire délégué;

2°) (4)



(5) ART. 2. - Les travaux ou actes soumis ne peuvent être réalisés au-delà du /

ART. 3. - Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exécution éventuelle par celui-ci de son droit de suspension.

ART. 4. - Le titulaire du permis averti, par lettre recommandée, le Collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins 8 jours avant d'entamer ces

DISPOSITIONS LEGALES

(loi du 29 mars 1952 modifiée par les lois du 22 avril 1956 et du 22 décembre 1970)

ART. 45 § 4 : Le permis doit reproduire le dispositif de l'avis donné sur la fonctionnaire délégué. Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par cet avis.

Le fonctionnaire désigné vérifie si la procédure a été régulière et son avis respecté. Dans la négative, il suspend la décision du collège et en adresse notification à celui-ci et au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception du permis. Dans les quatorze jours de la notification, le Préfet décide s'il y a lieu. Faute d'annulation dans ce délai, la suspension est levée. Le permis doit reproduire le présent avertissement.

ART. 52 : Si, dans l'année de la délivrance du permis, la fonctionnaire n'a pas accompli ses travaux, le permis est périmé.

Toutefois, le collège échelonné peut à la demande du fonctionnaire, proroger le permis pour une période précise d'un an.

ART. 54 § 2 : Le permis délivré en application des articles 45 et 46 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision suspendant le permis. Le permis doit reproduire le présent avertissement.

ART. 54 § 4 : Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conformes par l'administration communale ou le fonctionnaire désigné doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 66, à l'entrée ou aux travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Ainsi fait en séance comme ci-dessus.

Par le Collège :

Le secrétaire,

Monsieur J.M. CHARTOT

Le président,
J.P. LEBOUX

POUR EXTRAIT CONFORME :

Délibéré le 30.06.1977

Le secrétaire communal,

J.M. CHARTOT

J.P. LEBOUX



Permis d'urbanisme (1982)

Formulaire A

SEANCE DU 10 novembre 1982.

PERMIS DE BATIR

Présente : COLLIN, Echevin-Président,
GREGOIRE, GODELAIN, RENARD, Echevins,
ROHIN, Secrétaire communal.

Ville de	Province de	Demande n°
DURBUY	LUXEMBOURG	MAJ/2/87h.1/487/82
Numero local, 6470		N° Rd. Urbanisme MAJ/RH. 8/10/17

LE COLLÈGE DES BOURGMEÏTRE ET ECHEVINS,

Vu la demande introduite par M. COLLEZ PAUL, rue du village 35 à 5482 SEPTON DURBUY

relative à un bien sis à DURBUY-ème division, section D n° 1701

et tendant à constituer un silo-tranchée;

Attendu que l'avis de récapitul de cette demande porte la date du 08 septembre 1982;

Vu la loi du 20 mars 1982 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970;

Vu l'article 80, 8° de la loi communale, tel qu'il est modifié par l'article 71 de la susdite loi;

Vu l'arrêté royal du 31 janvier 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1977 déterminant, pour la région wallonne, les modalités de publicité de certaines demandes de permis de bâtir et de voir;

(1) Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, de plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi;

(1) Attendu qu'il n'existe pas, pour la section où se trouve situé le bien, un plan particulier approuvé par l'article 47 de la loi organique de 1982 et approuvé par l'arrêté royal du 21 janvier 1977;

(1) Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement contenant autorité;

(1) Attendu que la loi, dans sa teneur, dans la délimitation d'un lotissement, autorise, sous certaines conditions, la vente et la location;

(1) Attendu qu'il existe, pour la section où se trouve situé le bien, un plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi;

Le Collège a proposé de décrire :

(1) aux prescriptions graphiques dudit plan :

(1) à l'aux articles des prescriptions dudit plan, en ce qui concerne :

(2) l'attention que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité en vertu de l'arrêté royal du 8 février 1971 et 21 janvier 1977 que :

(1) que le Collège en a délibéré :

(3) Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

(3) Vu le règlement communal sur les bâtisses;

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis par le fonctionnaire délégué est illégal comme suit :

"Le permis peut, en ce qui concerne, être délivré sans observation."

ARRÊTÉ

ART. 1er - Le permis est délivré à M. COLLEZ PAUL, 1482 SEPTON, qui devra :

1° respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessus du fonctionnaire délégué;

2° respecter les conditions prescrites par l'avis en date du 10 octobre 1982, émis par le Collège des Bourgmestres et Echevins;

3° respecter les conditions prescrites par l'avis en date du 10 octobre 1982, émis par le Collège des Bourgmestres et Echevins;

4° respecter les conditions prescrites par l'avis en date du 10 octobre 1982, émis par le Collège des Bourgmestres et Echevins;

5° respecter les conditions prescrites par l'avis en date du 10 octobre 1982, émis par le Collège des Bourgmestres et Echevins;

6° respecter les conditions prescrites par l'avis en date du 10 octobre 1982, émis par le Collège des Bourgmestres et Echevins;

7° Conditions particulières : "Se conformer soigneusement aux prescriptions du plan d'urbanisme et du plan de construction joint au dossier de demande de permis de bâtir."

Supporter, à l'exclusion de toute intervention communale, les frais d'équipement de la parcelle en eau, électricité, voirie et égout.

La conformité de la réalisation suivant les indications ci-dessus sera

vérifiée sur place par les services communaux."



(5) ART. 2. - Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du

ART. 3. - Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

ART. 4. - Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des bourgeois et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins 8 jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

ART. 5. - Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment la réglementation générale sur la protection du travail.

DISPOSITIONS LEGALES

(loi du 29 mars 1982 modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970)

ART. 45 § 4 : Le permis doit reproduire le dispositif de l'avis donné par le fonctionnaire délégué. Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par cet avis.

Le fonctionnaire délégué vérifie si la procédure a été régulière et son avis respecté. Dans la négative, il suspend la décision du collège et en adresse notification à celui-ci et au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception du permis. Dans les quarante jours de la notification, le Roi annule s'il y a lieu. Faute d'annulation dans ce délai, la suspension est levée. Le permis doit reproduire le présent alinéa.

ART. 46 § 1 : Si, dans l'année de la délivrance du permis, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux, le permis est périmé.

Toutefois, le collège échevinal peut à la demande de l'intéressé, proroger le permis pour une seconde période d'un an.

ART. 46 § 2 : Le permis délivré en application des articles 45 et 46 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision suspendant le permis. Le permis doit reproduire le présent paragraphe.

ART. 46 § 4 : Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, des les préparatifs avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 60, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Ainsi fait en séance comme ci-dessus.

PAR LE COLLEGE :

Par ordre :
Le secrétaire,
(signé)

J. ROBIN

POUR EXTRAIT CONFORME :

Délivré le 12 novembre 1982.
Le secrétaire communal,

JEAN ROBIN



(signé) Le président,
R. COLLET

Le bourgeois,

Jean-Paul LEBLOUX

En l'absence de l'un des membres du bureau, l'un des membres du bureau suppléant.

Permis d'urbanisme (1983)

Formulaire A

SEANCE DU 2 décembre 1983

PERMIS DE BATIR

Présents: M. J. Bourgmestre-président,
GUTHMACH, COMELAINE, M. H. ROUSSEAU-échevin,
M. J. B. secrétaire

Ville de	Province de	Demande n°
DURBUY	LUXEMBOURG	2/874.1/245/83
Numéro postal 6170		N° Réf. Urbanisme: 1983-00
		BBB/AB/8/10/1983

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

Vu la demande introduite par M. GUTHMACH Pol village 33 A 5482 S. PERUK

relative à un bien sis DURBUY-départ division section 6 n° 19736

et tendant à construire un hangar agricole

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 25/10/1983

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970;

Vu l'article 99, 8° de la loi communale, tel qu'il est modifié par l'article 71 de la susdite loi;

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1977 déterminant, pour la région wallonne, les modalités de publicité de certaines demandes de permis de bâtir et de lotir;

(1) Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, de plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi;

(1) Attendu qu'il n'existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, qu'un plan particulier prévu par l'article 17 de la loi organique du 29 mars 1962 et approuvé par l'arrêté royal du 6 février 1971;

(1) Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement d'ensemble autorisé;

(1) Attendu que le bien se trouve dans le périmètre d'un lotissement autorisé, mais dont le permis est périmé;

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par l'arrêté royal du 6 février 1971; que, par sa décision du 25/10/1983, le Collège a proposé de déroger;

(1) aux prescriptions graphiques dudit plan;

(1) à l'aux article(s) des prescriptions dudit plan, en ce qui concerne

(2) la dérogation aux prescriptions graphiques dudit plan;

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité en vertu de l'arrêté royal du 6 février 1971 et 21 janvier 1977; que

(1) que le Collège en a délibéré;

(3) Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

(3) Vu le règlement communal sur les bâtisses;

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis par le fonctionnaire délégué est libellé comme suit:

"Le permis peut, en ce qui se concerne, être délivré sans observation"

ARRETE

- ART. 1er - Le permis est délivré à M. GUTHMACH Pol A. Banton qui devra;
- 1°) respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessous du fonctionnaire délégué;
- 2°) respecter les conditions prescrites par l'avis en date du donné par le Service technique provincial et dont copie en annexe;
- 3°) respecter les conditions prescrites par l'avis en date du de l'administration des routes (de l'Etat - de la Province) dont copie en annexe;
- 4°) se conformer aux indications contenues dans l'avis du 24/11/83 émis par le service du Génie Rural ou/ou le fonctionnaire délégué à l'Aménagement de l'Espace Rural, dont copie en annexe;
- 5°) Conditions particulières:

"Se conformer scrupuleusement aux prescriptions du plan d'implantation et du plan de construction joints au dossier de demande de bâtir.

Supporter, à l'exclusion de toute intervention communale les frais d'équipement du bâtiment en eau, électricité et égoût.

La conformité de la réalisation suivant les indications ci-dessus sera vérifiée sur place par les services communaux.

(5) ART. 2. - Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du

ART. 3. - Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exécution éventuelle par celui-ci de son droit de suspension.

ART. 4. - Le titulaire du permis autorisé, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et échevins et le fonctionnaire désigné du commencement des travaux ou des actes permis, au moins 3 jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

ART. 5. - Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment la réglementation générale sur la protection du travail.

DISPOSITIONS LEGALES

(loi du 23 mars 1962 modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970)

ART. 45 § 4. - Le permis doit reproduire le dispositif de l'avis donné par le fonctionnaire délégué. Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par cet avis.

Le fonctionnaire délégué vérifie si la procédure a été régulière et son avis respecté. Dans la négative, il suspend la décision du collège et en adresse notification à celui-ci et au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception du permis. Dans les quarante jours de la notification, le Roi annule et/ou a lieu. Faute d'annulation dans ce délai, la suspension est levée. Le permis doit reproduire le présent alinéa.

ART. 52. Si, dans l'année de la délivrance du permis, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux, le permis est périmé.

Toutefois, le collège ultérieur peut à la demande de l'interpellé, proroger le permis pour une seconde période d'un an.

ART. 54 § 2. - Le permis délivré en application des articles 45 et 46 est exécutoire si dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision suspendant le permis. Le permis doit reproduire le présent paragraphe.

ART. 54 § 4. - Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 66. A l'endroit où les travaux sont exécutés et où les actes sont accomplis.

Ainsi fait en séance comme ci-dessus.

PAR LE COLLEGE :

Pr. oire :
Le secrétaire
(signé)

Le président,

J. ROSE

POUR EXTRAIT CONFORME :

Délivré le 27/12/83

Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

J. ROSE

J. P. LINDEN

Permis d'urbanisme (1992)

RCE de LUXEMBOURG ARRONDISSEMENT de MARCHE-EN-FAMENNE Ville de DURBUY

re aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui

SEANCE DU 14 décembre 1992.

PRESENTS : MM. LEDOUX, Bourgmestre-Président;
GODELAINE, MOTTET, YM. RENARD, DEHARRE, Echevins;
MAILLEUX, Secrétaire communal.

Délibération N° 11. Octroi permis de bâtir : Jules COULEE à Septon.
OBJET :

Le Collège échevinal,

Vu la demande introduite par M. Jules COULEE, rue des Longs Bâtis 30 à 6940 SEPTON, relative à un immeuble sis à Septon et cadastré à DURBUY-9ème division, section D n° 170 M et tendant à construire un hangar agricole;

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 23 octobre 1992 et le n° 197/1992;

Vu les articles 301 à 304 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, déterminant la forme des décisions en matière de permis de bâtir;

Vu les articles 232 à 239 et 247 à 253 du Code précité, organisant l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir;

Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve le bien, de plan particulier d'aménagement approuvé par l'Exécutif;

Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé;

Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

Vu la notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement;

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis sous le n° 8/10/PB.3221/AD/af par le fonctionnaire délégué en date du 08 décembre 1992 est libellé comme suit : "Vu le dossier complet et qu'il résulte de l'examen que la construction, projetée ne compromet pas le bon aménagement des lieux, le permis peut, en ce qui me concerne, être délivré.";

ARRETE

Article 1er. Le permis est délivré à M. Jules COULEE qui devra :
1° se conformer scrupuleusement aux prescriptions du plan d'implantation et du plan de construction joints au dossier de demande de bâtir,
2° supporter, à l'exclusion de toute intervention communale, les frais d'équipement de la parcelle en eau, électricité, égout et voirie.

Article 2. Le demandeur est avisé de ce que les frais des réparations des dégâts que subiraient les infrastructures publiques lors de la construction seront mis à sa charge, à défaut pour lui de les effectuer selon les règles de l'art, et de ce que la conformité de la réalisation suivant les indications ci-dessus sera vérifiée sur place par les services communaux.

Article 3. Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

Article 4. Le titulaire du permis avertit, par recommandé, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permissifs, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 5. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

./...

NCE de LUXEMBOURG ARRONDISSEMENT de MARCHE-EN-FAMENNE Ville de DIBUY

re aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui

SEANCE DU 14 décembre 1992. suite N° 1.
OBJET : ération N° 11. Octroi permis de bâtir : Jules COULEE à Septon.

Le Secrétaire,
(s) H. MAILLEUX

Le Secrétaire communal,

Henri Mailleux
Henri MAILLEUX

Par le Collège échevinal,

Pour extrait conforme :



Le Président,
(s) JP. LEDOUX

Le Bourgmestre,

JP. Ledoux
Jean-Paul LEDOUX

